

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrières, mines, après-mines, éolien
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 19/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHISTES ROCHER

le Tournel
48170 MONT LOZERE ET GOULET

Références : 2022-08
Code AIOT : 0006602137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans la carrière SCHISTES ROCHER implantée LA COUMBE Saint-Julien-du-Tournel 48190 MONT LOZERE ET GOULET. L'inspection a été annoncée le 06/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHISTES ROCHER
- LA COUMBE Saint-Julien-du-Tournel 48190 MONT LOZERE ET GOULET
- Code AIOT : 0006602137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'entreprise Schistes Rocher produit des lauzes de couvertures et des pierres ornementales par un travail essentiellement manuel. Elle procède à des tirs de mines pour extraire les matériaux du gisement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté renouvelant l'autorisation d'exploiter du 15/10/2020
- entretien de l'établissement
- équipements abandonnés

- bilan environnemental
- rapport annuel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité à l'arrêté préfectoral du 15/10/2022	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 1.11	/	Sans objet
4	Bilan environnemental	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 3.3.1	/	Sans objet
5	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 3.3.2	/	Sans objet
6	Plan de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 2.4	/	Sans objet
3	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le récolement de l'arrêté de renouvellement daté du 15 octobre 2020 donne lieu à plusieurs observations concernant les règles d'entretien de la carrière. Une amélioration est attendue sur les pratiques de stockages de matériels et de déchets. Il est mis par ailleurs en évidence une prescription inadaptée en ce qui concerne la construction d'un déshuileur afférent à l'aire étanche présente en partie basse du site.

Des faits susceptibles de suite devront faire l'objet d'une mise en conformité dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité à l'arrêté préfectoral du 15/10/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 1.11
Thème(s) : Risques chroniques, récolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la mise en service des installations, les dispositions ci-après doivent avoir été prises: - bornage géométrique en tous points nécessaires permettant de délimiter le périmètre de l'autorisation (comprenant la bande réglementaire des 10 m). Ces bornes sur le terrain sont

doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc ;

- bornage altimétrique (de nivellement) permettant de vérifier que l'extraction des matériaux se situe au-dessus de la cote 1030 m NGF. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site
- mise en place sur chacune des voies d'accès à la carrière, de panneaux indiquant en caractères apparents son identité, et la référence de l'autorisation ;
- mise en place d'un dispositif efficace afin que les véhicules sortant de l'installation ne soient pas à l'origine d'envols de poussières ni n'entraînent de dépôt de poussière, granulats ou de boue sur les voies de circulation publiques et de leurs abords et ce, quelles que soient les conditions météorologiques ;
- interdiction d'accès à toute zone dangereuse par une clôture efficace ou tout dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part à proximité des zones clôturées ;

Dans un délai maximum de un an après la notification du présent arrêté, l'exploitant :

- met en place un débourbeur/déshuileur au niveau de l'aire étanche mentionnée aux articles 4.2, 4.7 et 10.22

Constats :

Le bornage géométrique n'a pas été contrôlé lors de la visite terrain.

Le bornage altimétrique à la côte 1030 m NGF n'a pas été constaté, soit qu'il n'ait pas été mis en place, soit qu'il ait été dissimulé par un stockage de pierres tranchées. Il est rappelé à l'exploitant que les conditions d'autorisation prévoient la mise en place d'une borne à la côte NGF 1030m, et que celle-ci doit figurer sur le plan d'exploitation mis à jour.

Le panneau à l'entrée de la carrière (unique accès) est usé et ne comporte pas le numéro d'arrêté d'autorisation d'exploiter. Ce fait constitue une non-conformité susceptible de suite à l'article 1.11 susvisé. La justification de la remise en conformité devra être apportée dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.

Le signalement du danger et la présence d'une clôture sur la partie haute du site n'ont pu être vérifiés, l'accès étant impossible depuis l'intérieur du périmètre de l'ICPE. L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection des photos de ces dispositifs.

L'aire étanche mentionnée aux articles 4.2, 4.7 et 10.22 n'est pas dotée de débourbeur/déshuileur. Après vérification, ce dispositif n'était pas prévu dans le dossier de demande d'autorisation. Les activités réalisées sur l'aire étanche concernent avant tout l'approvisionnement en carburant des engins en bord à bord. Les dispositions prévues par le dossier de demande d'autorisation effectivement mise en œuvre sur site sont suffisantes pour prévenir une pollution des sols. L'exploitant adressera à M. le Préfet, par un porteur à connaissance, une demande de retrait de cette prescription inadaptée.

Observations : L'exploitant indique qu'à la limite sud-est du site - derrière le bâtiment atelier - le grillage qui sépare la propriété voisine de ses propres terrains empiète sur l'emprise de l'ICPE. Les bornes n'ont pas été implantées. Dans un souci de bon voisinage, l'exploitant ne souhaite pas exiger le repositionnement de cette clôture.

La méthode d'exploitation des schistes en pierre à bâtir et lauzes de couvertures n'implique qu'un trafic routier en rapport avec les 3 à 4 m³ produits en moyenne par jour par le salarié procédant au tri puis clivage manuel des roches. La route et l'accès à la carrière sont propres lors de la visite. Un système de nettoyage des roues à demeure n'est pas économiquement viable pour l'exploitation et paraît disproportionné au regard des potentielles nuisances de l'activité.

Il n'en demeure pas moins que l'objectif fixé par l'article 1.11 doit être atteint ; l'exploitant s'assure de la propreté des accès et de la route. Il veille donc à ce que le trafic généré par son activité n'entraîne pas de dépôt susceptible de mettre en péril la sécurité des usagers de la route et procède le cas échéant au nettoyage des roues des véhicules avant leur sortie du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, dispositions diverses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien de l'établissement L'établissement et ses abords sont maintenus dans un bon état de propreté et d'esthétique. Les installations doivent être entretenues régulièrement.
Constats : Des équipements et des matériaux métalliques sont présents en différents endroits de la carrière, en bordure des voies de circulation et sur des aires de stockages. La végétation gagne sur certains de ces stockages. Leur éparpillement et leurs conditions de stockage ne permettent pas de distinguer les déchets des matériaux ressources pour l'exploitation de la carrière.
Observations : Le site étant en début d'exploitation au regard du nouvel arrêté d'autorisation, il est demandé à l'exploitant de revoir son entreposage de sorte à distinguer les ressources et consommables des déchets, lesquels doivent être triés afin d'être dirigés vers les filières autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, équipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ou obsolètes ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : Des véhicules légers sans lien avec l'exploitation, en attente de réparation ou d'enlèvement par leur propriétaire, sont stationnés devant le bâtiment atelier. Un camion hors d'usage est stocké au milieu de la végétation. Divers éléments destinés à un usage personnel sont stockés en plusieurs endroits de la carrière (notamment caisse de camion frigorifique, roue de moulin, triporteur).
Observations : Les zones affectées au transit des schistes ne doivent pas être utilisées comme aire de stationnement de véhicules sans lien avec l'exploitation. Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation des véhicules concernés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bilan environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, en ce qui concerne notamment les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées). L'exploitant transmet, dans le même délai, par voie électronique, à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant ne déclare pas son bilan environnemental sur la base en ligne GEREP. Ce fait constitue une non conformité à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020 et est susceptible de suite. L'exploitant doit attester dans un délai de 2 mois à réception du présent rapport être en mesure de procéder à la télédéclaration via la plateforme GEREP, et réaliser cette déclaration au titre de l'année 2022 le 1er avril 2023 au plus tard.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ; - les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ; - les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies ; - les résultats des tests, des exercices ; - la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ; - le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation. Ce rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er mars, pour les données de l'année précédente.
Constats : L'exploitant n'a pas remis de rapport annuel. Ce fait constitue une non conformité à l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2020 et est susceptible de suites. L'exploitant doit attester des actions mises en œuvre pour procéder, dorénavant et annuellement, à la rédaction d'un rapport annuel et à sa transmission à l'inspection des installations classées le 1er mars au plus tard de l'année N+1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. <p>Constats : L'exploitant dispose d'un plan daté du 8 novembre 2019. Ce plan a été établi dans le cadre du dossier de demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Il figure l'état final avec l'ensemble des fronts et banquettes exploités. Cette représentation ne correspond pas à la réalité du terrain. La hauteur d'un des fronts semble dépasser la hauteur maximale autorisée de 15m. Le plan présenté ne permet pas d'en juger. Ce fait constitue une non-conformité susceptible de suite au regard de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>Le plan de l'état initial de l'exploitation est présent dans le dossier de demande d'autorisation. Son format ne le rendant pas lisible, l'exploitant transmet ce plan au format A1 à l'inspection dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet